

Canadian Group
Inter-Parliamentary Union



Groupe canadien
Union interparlementaire

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne
à la Réunion du Comité directeur du
Groupe des douze plus**

Groupe canadien de l'Union interparlementaire (UIP)

Londres (Grande-Bretagne)

7 mars 2008

Rapport

Rapport de la délégation parlementaire canadienne à la Réunion du Comité directeur du Groupe des douze plus de l'Union interparlementaire

1. Introduction

L'article 25 des Statuts et Règlements de l'Union interparlementaire (UIP) permet à ses membres de former des groupes géopolitiques. Ceux-ci jouent un rôle important dans le fonctionnement et les activités de l'Union.

À l'heure actuelle, 6 groupes géopolitiques sont reconnus officiellement par l'UIP : le Groupe africain (39 membres), le Groupe Asie-Pacifique (26 membres), le Groupe arabe (15 membres), le Groupe Eurasie (7 membres), le Groupe latino-américain (19 membres) et le Groupe des Douze Plus (44 membres). Chacun détermine les méthodes de travail qui conviennent le mieux à sa participation aux activités de l'Union et fait connaître au Secrétariat sa composition, le nom des membres de son bureau et ses règles de procédure.

Le Canada fait partie du Groupe des Douze Plus et du Groupe Asie-Pacifique. Comme il fait partie de plus d'un groupe, il présente des candidatures aux postes vacants au sein de l'Union par l'entremise du Groupe des Douze Plus.

2. Contexte du Groupe des Douze Plus

Le Groupe des Douze Plus a été formé en 1974 (en tant que Groupe des Neuf Plus) par les membres de l'UIP de la Communauté européenne. Il a pour but de coordonner l'action et les politiques de ses membres et, si possible, d'arriver à des positions communes sur les questions intéressant l'UIP. Le qualificatif « Plus » visait à indiquer l'ouverture du Groupe aux nouveaux membres de la CE ainsi qu'à d'autres pays de même opinion, comme le Canada, les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Le Groupe compte aujourd'hui 44 membres, dont des pays de l'Europe centrale et de l'Est¹.

Le Groupe des Douze Plus tient des réunions régulières pendant les assemblées du printemps et de l'automne de l'UIP. Ces réunions fournissent à ses membres une tribune pour discuter du fonctionnement de l'assemblée et des réunions connexes, ainsi que de questions administratives et de fond importantes pour les activités futures de l'Union.

Le président du Groupe des Douze Plus est élu pour un mandat de deux ans. Il est conseillé par un comité directeur composé de représentants de sept à neuf pays membres qui se réunissent normalement au cours des semaines précédant l'assemblée de l'UIP. Le comité directeur nomme un vice président parmi ses membres, par consensus.

¹ Voir <http://www.ipu.org/strct-f/geopol.htm> pour la composition des groupes géopolitiques de l'UIP.

Selon les *Lignes directrices du Groupe des Douze Plus*, le Comité directeur comprend : les deux plus récents prédécesseurs du président en exercice (à condition d'être encore membres de leur délégation nationale); les membres du Groupe qui siègent au Comité exécutif; d'autres membres invités par le président en raison de leurs capacités ou de leur mérite particuliers et qui pourraient apporter un appoint bénéfique aux activités du Groupe dans son ensemble.

3. Réunion du Comité directeur du groupe des Douze Plus

Neuf parlementaires de neuf pays ont participé à la réunion du Comité directeur du 7 mars 2008. Les pays représentés étaient la Belgique, le Canada, la Finlande, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, la Lettonie, la République tchèque et la Suisse.

Le parlementaire canadien présent était le sénateur Donald H. Oliver, c.r., du Sénat du Canada.

L'ordre du jour de la réunion comprenait les sujets et questions devant être examinés par le Groupe des Douze Plus à la 118^e Assemblée de l'UIP au Cap, du 13 au 18 avril 2008. La réunion devait débattre de ces questions et faire des recommandations à leur égard. L'annexe jointe résume les décisions prises par le Comité directeur à la réunion de Londres.

Respectueusement soumis,

L'honorable Donald H. Oliver, c.r., sénateur
Président, Groupe canadien de l'UIP

Annexe

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU COMITÉ DIRECTEUR

Londres (Attlee Suite, Portcullis House)

Vendredi 7 mars 2008 à 9 h 30



*Group of the Twelve Plus
in the Inter-Parliamentary Union*

*Groupe des Douze Plus
à l'Union interparlementaire*

Participation

John Austin (Président du Groupe des 12+), Geert Versnick (Belgique), Sénateur Donald Oliver (Canada), Daniel Reisiegl (République tchèque), Katri Komi (Finlande), Elisavet Papademitriou (Grèce), Karina Petersone (Léttonie), Brigitte Gadiant (Suisse), Roger Berry (Royaume Uni)

Présents

Marc De Rouck (Belgique), Joseph Jackson (Canada), Hana Sediva (République tchèque), Klara Urbanova (République tchèque), Sylvie Andrisova (République tchèque), Vesa-Pekka Kangaskorpi (Finlande), Philippe Bourasse (France), Bertrand de Cordovez (France), Popi Mermigki (Grèce), Aspasia Papaloi (Grèce), Chintan Makwana (Royaume Uni), Penny Vagg (Royaume Uni), Kenneth Courtenay (Secrétariat des 12+), Dominique Rees (Secrétariat des 12+), Francesca Ingham (Secrétariat des 12+), Libby Preston (Secrétariat des 12+)

Excusés

Sénateur Robert Del Picchia (France), Rudy Salles (France)

1. Introduction

Le Président souhaite la bienvenue aux participants, et plus particulièrement à Daniel Reisiegl (République tchèque) qui assiste pour la première fois au Comité Directeur dans le cadre du système de rotation entre les pays membres: Slovénie, Pologne et République tchèque. Il souhaite également la bienvenue à Hana Sediva, collègue de Daniel Reisiegl, qui assiste à la réunion en tant qu'observatrice.

Le Sénateur Robert Del Picchia (France) et Rudy Salles (France) ne peuvent pas assister à la réunion en raison des élections locales en France et ont remis leurs excuses.

Le Président félicite le Sénateur Donald Oliver (Canada) de son élection comme Président au Groupe Asie-Pacifique.

2. Adoption de l'Ordre du Jour

Le Comité adopte l'ordre du jour proposé.

3. Approbation du Procès Verbal du Comité Directeur des 12+ qui s'est tenue à Londres le 7 septembre 2007

Le Procès Verbal est approuvé à l'unanimité.

4. Questions découlant des réunions précédentes

Réforme UIP

Un groupe consultatif sur la réforme de l'UIP comprenant Rudy Salles, Finn Martin Vallersnes et Joop Astma avait été créée à Genève. Il est entendu que le groupe se réunirait à Cape Town et présenterait ses conclusions à la réunion des 12+.

Comité sur les questions relatives au Moyen-Orient

John Carter et Ann Clwyd avaient exprimés des doutes quant au rôle de ce comité et de son programme de travail dans l'avenir. Ils avaient écrit à ce sujet au Secrétaire Général de l'UIP, Anders Johnsson, et le Président avait proposé que les 12+ discutent de la question à Cape Town.

Questions UIP

5. Préparatifs de la 118ème Assemblée UIP au Cap

a) Rapports et Résolutions des Commissions Permanentes

Le Président déclare que trois membres du groupe des 12+ font office de rapporteurs aux Commissions Permanentes:

Commission I:

Paix et Sécurité Internationale:

Trouver un équilibre entre sécurité nationale, sécurité humaine et libertés individuelles, et déjouer la menace qui pèse sur la démocratie : le rôle des parlements

Rt Hon Lord Morris of Aberavon KG AC (Royaume Uni)

Commission II:

Développement durable, Finances et Echanges Commerciaux:

Contrôle parlementaire des politiques étatiques en matière d'aide étrangère

F.-X. De Donnea (Belgique)

Commission III:

Démocratie et Droits de l'Homme:

Les travailleurs migrants, la traite des êtres humains, la xénophobie et les droits de l'homme

Andrew Dismore (Royaume Uni)

Roger Berry (Royaume Uni) signale que les deux rapporteurs du Royaume Uni avaient eu des difficultés pour contacter les autres rapporteurs de leurs Commissions. La

situation s'était révélée particulièrement difficile pour Lord Morris qui était l'un des trois rapporteurs de sa commission. A l'avenir, la délégation du Royaume Uni découragera les Commissions à nommer autant de rapporteurs (trois ou plus). Le Président remercie M. Berry de ses commentaires.

b) Points d'Urgence

Le Président informe les Membres que les 12+ n'ont reçu aucun avis officiel de point d'urgence. Un échange de correspondance a été distribué parmi les membres concernant un point d'urgence sur le TICE que la délégation japonnaise souhaiterait proposer. Le Président se demande si ce point proposé remplit bien les conditions prévues dans les statuts pour les points d'urgence, mais le Comité Exécutif UIP de vra se prononcer à cet égard.

Mme Elsa Papademetriou (Grèce) suggère un point d'urgence qui permettrait de donner un suivi aux résolutions de la réunion ministérielle de Bali sur les changements climatiques.

Ms Katri Komi (Finlande) explique que la délégation finlandaise avait aussi reçu des informations sur le point d'urgence du Japon, mais qu'ont leur a demandé de soutenir le point comme un éventuel sujet pour Première Commission Permanente.

Le Président pense qu'un suivi de la réunion intergouvernementale de Bali serait soutenu favorablement et serait conforme à la définition des points d'urgence tels qu'ils figurent dans les statuts. Il suggère de proposer le sujet aux 12+ à Cape Town à moins qu'une urgence plus pressante ne prenne priorité.

Mme Papademetriou (Grèce) propose de rédiger un libellé et un paragraphe d'explication à soumettre aux 12+.

Mme Karine Petersone (Létonie) suggère le sujet de la violence en Birmanie.

Le Président rappelle que les 12+ avaient retiré leur proposition de traiter des changements climatiques lors de la dernière Assemblée afin de soutenir le point d'urgence sur la violence à Burma.

M. Geert Versnick (Belgique) annonce que le Président du groupe belge de l'UIP a été contacté par un Parlementaire Koweïtien qui envisageait de soumettre un point sur l'islamophobie. Il n'était pas certain que ce point satisfasse les critères d'un point d'urgence.

Ms Katri Komi (Finlande) déclare que la délégation finlandaise avait également été contactée à ce sujet par une délégation Koweïtienne en visite à Finlande.

M. Donald Oliver (Canada) qui se trouvait au Koweït récemment rapporte que le Président du Parlement Koweïtien lui avait dit que ce sujet pourrait être soumis au Comité des Nations Unies.

Mme Papademetriou (Grèce) reconnaît que c'est un sujet délicat, mais se déclare préoccupée par le fait qu'il a déjà été examiné maintes fois par différentes organisations internationales. C'est la raison pour laquelle, elle préférerait ne pas soutenir un point d'urgence sur ce sujet.

Le Président déclare que le Comité sur les Questions relatives au Moyen-Orient pourrait, dans le cadre de ses attributions, proposer des résolutions sur des sujets tels le conflit religieux. Il convient avec M. Geert Versnick que le sujet de l'islamophobie n'est pas conforme aux points d'urgence tels qu'ils sont prévus par les statuts. Il suggère de soumettre le sujet à la Commission permanente de la démocratie et des droits de l'homme ou au Commission des affaires des Nations Unies.

Le Comité Directeur convient de proposer les changements climatiques (suivant la suggestion de Mme Papadimitriou) au Groupe des 12+ à Cape Town comme point d'urgence à moins qu'une urgence plus importante ne prenne priorité.

c) Sujets proposés et rapporteurs pour les assemblées futures

Le Président déclare qu'il n'a à ce jour été avisé d'aucun thème particulier mais demande aux Membres de réfléchir à des sujets possibles avant l'Assemblée du Cap.

Une copie de l'Ordre du Jour du Comité Exécutif pour l'Assemblée du Cap a été diffusée aux membres.

Le Président est étonné de constater que la nomination du prochain Secrétaire Général ne figure pas à l'ordre du jour. Cette omission devra être discutée au plus tard lors de l'Assemblée 2008 à Genève, si le Comité Exécutif désire recruter le nouveau Secrétaire Général par le biais d'un appel à candidatures ouvert à tous. Le Secrétaire Général actuel devrait se désister en juillet 2010. Le Président propose que le Comité Exécutif rédige un profil et une description de poste qui pourraient ensuite être publiés. Le Comité Exécutif devra décider d'un budget et des publications où placer les annonces.

M. Roger Berry (Royaume Uni) se déclare surpris d'apprendre que le Secrétaire Général n'était pas habituellement recruté dans le cadre d'un appel à candidatures ouvert à tous. La délégation du Royaume Uni pense qu'une telle procédure s'impose.

Le Sénateur Donald Oliver (Canada) suggère que le Groupe des 12+ rédige un profil et une description de poste pour les soumettre au Comité Exécutif.

M. Daniel Reisiel (République tchèque) déclare que l'organisation de la succession devra être prise en compte dans le mandat du prochain Secrétaire Général.

Le Président explique que la dernière fois, Anders Johnsson avait été reconduit dans ses fonctions sans appel à candidatures public parce que le Président de l'UIP avait changé en même temps. Aucune critique de Anders Johnsson n'est sous entendue. Il lui apparait que, sans précédent, il sera difficile pour les 12+ de rédiger un profil et une description de poste, mais il encourage les membres du Comité Exécutif des 12+ à soulever la question.

Geert Versnick (Belgique) suggère que des membres du Comité Exécutif des 12+ discutent du sujet de manière informelle avec Anders Johnsson à Cape Town. Il serait préférable qu'une proposition au Comité Exécutif provienne du Secrétaire Général sortant.

Le Président pense que le sujet devrait également être soulevé officiellement au Comité Exécutif afin que cela soit inscrit dans le Procès Verbal.

Elsa Papademetriou (Grèce) est d'avis qu'il faut suivre les deux approches, informelle et officielle.

Le Président rappelle que le Comité Exécutif avait établi un Groupe de Travail sur le sujet mais que ce Groupe ne s'est pas réuni souvent. Il espère que le Bureau (Comité Exécutif), à travers l'un des Vice-Présidents, aura une meilleure compréhension des finances et de l'administration de l'organisation.

6. Postes à Pourvoir

Comité Exécutif

Le Président explique que au Cap, Katri Komi atteindra la fin de son mandat au sein du Comité Exécutif. Ms Monica Griefahm d'Allemagne avait retiré sa candidature au Comité de Genève parce qu'elle voulait présenter sa candidature pour ce prochain poste vacant. La nomination d'une femme assurerait la parité homme-femme au sein du Comité.

Katri Komi (Finlande) pense qu'Asta Möller de la délégation islandique souhaiterait aussi poser sa candidature au Comité.

Elsa Papademetriou (Grèce) estime que les 12+ ont fait une promesse à la délégation allemande et se sent obligée de soutenir Monica Griefahm.

Le Président souligne que les 12+ n'ont pas pris d'engagement officiel envers Monica Griefahm. Il comprend toutefois que certains Membres des 12+ pourraient se sentir moralement obligés de soutenir sa candidature. Si plusieurs candidats se présentent, il faudra sans doute voter. Le Comité Directeur des 12+ n'a pas à recommander un candidat particulier.

Comité de Coordination des Femmes Parlementaires

Le Président déclare que, sous réserve de l'approbation des changements de règles par le Conseil, chaque groupe géopolitique devra soumettre deux candidatures (une titulaire et une suppléante) pour un mandat de 4 ans et deux candidatures (une titulaire et une suppléante) pour un mandat de deux ans.

Ms Brigitta Gadiant (Suisse) déclare qu'un membre de la délégation suisse aimerait se présenter.

Katri Komi (Finlande) pense qu'il pourrait également y avoir une candidate des pays nordiques. Elle soutient la candidature de Ms Pia Cayetano au poste de Président du Comité.

Le Président déclare que la date de clôture pour les nominations est le 15 avril. Il souhaite que les nominations des 12+ soient, si possible, l'expression d'un consensus, et demande aux pays de soumettre les curricula vitae des candidats au secrétariat des 12+ avant la réunion du Cap.

Geert Versnick (Belgique) souligne l'importance, pour tous les Comités, d'avoir un équilibre entre parlementaire UIP nouveaux et expérimentés.

Comité sur les Questions relatives au Moyen Orient (ad hoc)

Le Président annonce que trois postes de suppléants étaient vacants. Les postes vacants seront considérés à Cape Town. Il demande aux pays de soumettre les curricula vitae des candidats au secrétariat avant la réunion du Cap.

Comité ad hoc chargé de promouvoir le Respect du Droit International Humanitaire

Le Président annonce que, sous réserve de l'approbation du Conseil, il va être constitué un Comité élu pour promouvoir le Respect du Droit International Humanitaire. Chaque groupe géo-politique devra proposer un titulaire et un suppléant pour un mandat de 4 ans. Le Président explique que les candidats devront faire état d'expertise soit dans le domaine de la Protection des Réfugiés soit dans le domaine du Droit International Humanitaire. Les candidatures seront discutées au Cap.

Vice Présidents

Le Président déclare qu'un membre de chaque groupe géopolitique sera nommé Vice-Président du Bureau. Le Président demande que les membres du Comité Exécutif des 12+ se réunissent et décident par consensus, qui représentera le Groupe des 12+ au Bureau. Si un consensus ne peut pas être trouvé, les 12+ devront discuter des candidats au Cap.

7. Budget

Le rapport financier n'a pas encore été signé mais le Président demande aux membres de noter les remarques suivantes faites par le Secrétariat de l'UIP :

- Aucune perte n'a été enregistrée;
- Il est suggéré de passer aux pertes et profits une somme de CHF 95.000 qui avait été déposée, il y a quelque temps, au Nigéria pour un projet UE;
- Le fonds de pension hérité enregistre un léger passif dû à la faiblesse des marchés financiers;
- Le personnel UIP résidant en France continue à avoir un problème d'imposition;
- Les cibles en matière de levées de fonds bénévoles n'ont pas été atteintes;
- Une déclaration sur la politique de compensation des émissions de CO2 sera faite au Cap; et
- L'Assemblée Parlementaire de la Méditerranée (APM) doit 20.000 Euros à l'UIP.

Le Président ajoute que Katri Komi (Finlande) est Président du Comité des retraites.

Il explique également les antécédents de l'APM.

Elsa Papadimitriou (Grèce) déclare que les pays membres de l'APM sont d'accords pour payer les sommes qui restent dues mais s'inquiètent de leur montant élevé.

8. Adhésion à l'UIP

Le Président fait ensuite son rapport sur les adhésions à l'UIP et souligne que la situation pourrait changer avant la réunion du Comité Exécutif au Cap.

Adhésion/Réadhésion

L'Irak et la Mauritanie ont déposé une demande de ré-adhésion. Le Timor oriental a déposé une demande d'adhésion. L'Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest souhaite adhérer à titre de membre associé et Human Rights Watch demande le statut d'observateur. Le Lesotho et probablement la Sierra Léone vont sans doute demander à adhérer soit à l'Assemblée au Cap soit dans un avenir proche.

Bangladesh

Le Parlement du Bangladesh ne fonctionne plus depuis novembre 2006. Le Comité Exécutif devrait recevoir un document ainsi qu'une explication de la part du Président du Parlement du Bangladesh. Le Comité Exécutif devra prendre une décision.

Equateur

Le Parlement a été suspendu par l'Assemblée Constituante. Un référendum pour l'adoption de la nouvelle constitution est prévu pour le deuxième semestre, après quoi, des élections seront organisées pour élire un nouveau parlement. Le Comité Exécutif va discuter de ce sujet pour savoir comment procéder.

République Démocratique du Congo

Le Parlement de la République Démocratique du Congo n'a pas payé ses cotisations depuis 2004 et a, par conséquent, accumulé plus de trois années d'arriérés et risque d'être suspendu. Une petite avance a été faite mais le Parlement doit la plus grande partie de la cotisation de 2004 et les cotisations entières de 2005, 2006 et 2007. Ceci, augmenté de la cotisation de 2008, porte sa dette à un total de CHF 103.104. Le Comité Exécutif va vraisemblablement suggérer sa suspension.

Kirghizistan

Le Parlement a des arriérés de cotisations depuis 2004. Le Parlement doit la plus grande partie de sa cotisation de 2004 et les cotisations entières pour 2005, 2006 et 2007. Ceci augmenté de la cotisation de 2008 porte le total de sa dette à CHF 113.324,97. Le Comité Exécutif se verra probablement contraint de le suspendre.

Nicaragua

Le Parlement du Nicaragua est en arriérés pour toutes ses cotisations annuelles depuis 2005 et a par conséquent accumulé plus de trois années d'arriérés et est donc passible de suspension. Le Comité Exécutif examinera la situation et soumettra une recommandation au Conseil Directeur.

Autres Membres

Sept Parlements supplémentaires – la Bolivie, la République Populaire Démocratique de Corée, le Libéria, le Mozambique, la Papouasie-Nouvelle Guinée et la Somalie ont accumulé plus de deux années d'arriérés. Pour cette raison, ils ont été privés de leurs droits de vote et ne peuvent plus qu'envoyer des délégations de deux membres pour assister aux réunions UIP.

9. Réunions UIP spécialisées tenues depuis la 117ème Assemblée de Genève

Le Comité Directeur prend note d'une liste de réunions tenues depuis sa 117ème Assemblée.

Roger Berry (Royaume Uni) déclare que la délégation du Royaume Uni souhaiterait être avertie plus tôt des réunions et aimerait recevoir des programmes de réunions plus détaillés. Lorsque l'ordre du jour d'une réunion n'est pas clair, il s'avère parfois difficile de décider quel est le Parlementaire le mieux placé pour y assister.

Le Président demande aux Membres du Comité Exécutif de soulever la question au Cap.

Elsa Papademetriou (Grèce) explique le système utilisé par le Parlement grec pour choisir les Parlementaires envoyés aux réunions ad-hoc de l'UIP. Selon elle, les invitations aux réunions sont envoyées en temps utile.

Donald Oliver (Canada) déclare que pour des raisons budgétaires il aimerait également être avisé des réunions plus tôt.

Il se demande si l'UIP est d'accord pour que son nom soit associé à certaines réunions organisées par des organisations tierces.

Roger Berry (Royaume Uni) est du même avis que Donald Oliver. Ayant assisté à une conférence sur les bombes en grappes, conférence en partie sponsorisée par l'UIP, il a été surpris de constater qu'à aucune des réunions il n'était fait référence à l'UIP. En ce qui concerne le point discuté plus tôt sur la notification de l'ordre du jours des réunions, il explique que le Royaume Uni a souvent plusieurs candidats pour les places aux conférences et que, sans un ordre du jour détaillé, il est parfois difficile de décider du Parlementaire le mieux placé.

Le Président partage les préoccupations de Donald Oliver et Roger Berry et demande aux membres du Comité Exécutif de soulever ces questions au Cap.

Le Président rapporte qu'à la réunion de l'OIT au Portugal en novembre dernier, il avait été suggéré que l'UIP établisse un groupe consultatif de parlementaires, pour travailler sur le thème de l'Emploi et du Travail Dégén. Ce groupe serait composé de trois membres issus de chacun des groupes géopolitiques. Il suggère que les 12+ cherchent des volontaires au Cap.

Le Président explique que le Groupe Consultatif du Comité UIP sur la Commission des affaires des Nations Unies s'était réuni en novembre à New York.

Un rapport a été distribué aux membres à ce sujet.

Geert Versnick (Belgique) rapporte que la réunion avait été utile.

10. Autres affaires relatives à l'UIP

a. Demande pour une Assemblée au Canada

Donald Oliver (Canada) déclare que le Canada aimerait accueillir l'Assemblée de 2010 mais avait rencontré des problèmes avec la Clause 5 de l'Accord Standard avec l'UIP qui demande que le pays hôte garantisse à l'avance un visa à tous les délégués. Le Sénateur Oliver a eu un échange de correspondance à ce sujet avec le Secrétaire Général. Le problème réside dans l'interdiction de voyages internationaux qui pèse sur certaines personnes, à laquelle nous devons nous plier. Le Canada – comme la plupart des pays occidentaux - ne saurait accorder de garantie globale. Le Canada n'est pas prêt à financer une offre si ce problème n'est pas résolu. Anders Johnsson lui a dit qu'une solution pourrait être trouvée par le biais de Visas Ministériels, il avait réussi à obtenir un tel visa mais ils étaient rarement utilisés. Le Sénateur Oliver est déçu d'apprendre que le Secrétaire Général a maintenant contacté d'autres pays pour leur demander s'ils seraient prêts à accueillir l'Assemblée de 2010. Il demande aux membres du Comité Exécutif de le soutenir lorsqu'il apparaîtra devant le Comité Exécutif au Cap afin d'essayer de résoudre ce problème. Il demande également au Président de rencontrer les Présidents des autres groupes géopolitiques afin de sonder leur point de vue.

Karine Petersone (Létonie) apprécie les efforts de Donald Oliver en vue de résoudre le problème de la clause 5. Elle est déçue d'apprendre que le Secrétaire Général a contacté d'autres pays pour accueillir l'Assemblée en 2010. Elle fait part de son inquiétude quant à l'idée que l'Assemblée pourrait ne plus jamais se tenir en Europe si la Clause 5 n'est pas remaniée. Elle voudrait savoir si les Nations Unies font face aux mêmes problèmes.

Le Président explique que les Nations Unies et l'Union Européenne n'ont pas les mêmes difficultés parce qu'elles sont considérées comme des organisations intergouvernementales.

Roger Berry (Royaume Uni) insiste sur la nécessité de soutenir Donald Oliver et la délégation canadienne. La délégation britannique propose de lui communiquer la correspondance échangée en 2004 lors de la tentative du Royaume Uni d'accueillir l'Assemblée à Londres.

Le Président se déclare tout à fait prêt à rencontrer les autres présidents géopolitiques. Il souligne que la clause 5 fait partie de l'Accord Standard que les Parlements hôtes doivent signer. Elle ne fait pas partie des statuts de l'UIP.

Le Comité Directeur convient de soutenir le Canada qui a offert d'accueillir l'Assemblée en 2010.

Katri Komi (Finlande) demande si il y a d'autres informations sur le lieu de la prochaine Assemblée en 2009. Le Président confirme que l'Ethiopie et le Vénézuéla se sont tous deux portés candidats.

Note post réunion:

Il est entendu que l'Assemblée du printemps 2009 aura lieu à Addis-Abeba (Ethiopie).

b. Election du Président

Le Président rapporte que pour le moment, il y a deux candidats – le Dr Theo-Ben Gurirab de Namibie et M. Agung Laksono d'Indonésie. Bien que les 12+ n'aient pas pris de décision officielle, plusieurs membres sont d'avis que c'est le tour de l'Afrique. Normalement les 12+ invitent chaque candidat à faire une présentation au Groupe.

Elsa Papademetriou (Grèce) pense qu'il est trop tôt pour décider.

Plusieurs membres déclarent que les Ambassadeurs indonésiens ont déjà fait pression sur leur pays. Certains expriment des réserves à l'idée d'un Président indonésien suite aux difficultés rencontrées avec le point d'urgence à Bali.

Geert Versnick (Belgique) déclare qu'il faut écouter chaque candidat et aboutir à une position commune des 12+. Ce sont les Statuts qui ont établi le principe d'une Présidence tournante entre les continents. Il pense que les 12+ devraient soutenir un candidat non asiatique si le Groupe soutenait la candidate Phillipine au poste de Présidente du Comité de Coordination de l'UIP des Femmes Parlementaires.

Donald Oliver (Canada) est d'accord.

Le Président conclut que le secretariat prévoira du temps dans l'ordre du jour au Cap pour que les candidats puissent se présenter au Groupe des 12+ mais les invitations ne seront envoyées qu'à une date ultérieure.

Affaires des 12+

11. Programme d'activités et horaire des réunions de la 118^{me} Assemblée à Cape Town

Le programme d'activités et l'horaire des réunions de la 118^{ème} Assemblée au Cap a été distribuée aux membres.

Un dîner sera organisé pour la soirée du 12 avril en l'hôtel Vendome au Cap.

12. Nomination du Président des 12+

Le Président déclare que son mandat de deux ans se terminera à la fin Octobre de cette année. Il a consulté les responsables du Groupe Britannique qui, sous réserve que leur Comité Exécutif soit d'accord, le soutiendront dans sa décision de postuler pour un mandat supplémentaire de deux ans. Il souligne cependant que le poste de Président faisait l'objet d'une élection et que tout pays pouvait proposer son candidat.

Elsa Papademetriou (Grèce), Geert Versnick (Belgique) et Karine Petersone (Létonie) approuvent la décision du Président de se représenter.

13. Adhésion

Le Président a écrit au Monténégro pour les inviter à se joindre aux 12+. Il n'a pas encore reçu de réponse. Il remercie les membres de bien vouloir exercer leurs influences sur d'éventuels contacts monténégrins.

14. Affaires Financières

Un détail des finances 2007 des 12+ a été distribué aux membres. Toutes les cotisations ont été reçues. Le Rapport Financier sera remis aux Membres des 12+ à Cape Town. Les Membres notent que les variations dans les marchés de devise affectent les montants reçus. Ce problème pourrait être rediscuté dans le futur.

Le Président explique que les règles étaient vagues quant à ce que le secrétariat des 12+ pouvait facturer au compte des 12+. Un tableau a été circulé parmi les membres. Dans ce tableau figure la partie que le secrétariat propose de facturer aux 12+ et la partie qui devrait être facturée au Parlement du Président.

Katri Komi (Finlande) demande à combien s'élève ce coût pour le Parlement du Président.

Le coût s'établit à environ £15.000 par an. Ce montant couvre en grande partie le personnel supplémentaire qui doit être employé.

Le Comité Directeur est d'accord pour que la division financière proposée par le secrétariat soit adoptée comme la norme.

15. Date de la prochaine réunion

Le Président propose le vendredi 12 septembre 2008 comme date de la prochaine réunion du Comité Directeur.

Geert Versnick (Belgique) déclare qu'il sera à une conférence de l'OMC à Genève et ne pourra pas assister à cette date.

Le Président demande au secrétariat de proposer une date alternative.

Note post réunion:

La date du lundi 15 septembre 2008 est proposée pour la prochaine réunion du Comité Directeur.

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Groupe canadien de l'Union interparlementaire (UIP)
ACTIVITÉ	Réunion du Comité directeur du Groupe des douze plus
DESTINATION	Londres (Grande-Bretagne)
DATES	7 mars 2008
DÉLÉGATION	
SÉNAT	L'honorable Donald H. Oliver, c.r.
CHAMBRE DES COMMUNES	
PERSONNEL	M. Joseph Jackson, Consultant
TRANSPORT	4 418,88 \$
HÉBERGEMENT	727,06 \$
HOSPITALITÉ	
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	1 177,70 \$
CADEAUX OFFICIELS	
DIVERS	
TOTAL	6 323,64 \$